

Je vous écris d'une université française

Je vous écris d'une université française. Je vous écris d'un endroit protégé où la transmission des connaissances scientifiques accompagne l'éveil de jeunes électeurs et électrices à l'esprit critique et à l'autonomie intellectuelle. Des bibliothèques régulièrement abondées leur permettent de s'abreuver aux résultats de la recherche internationale. Par des échanges quotidiens avec des enseignant.es, qui sont aussi des chercheurs.ses, les étudiant.es observent comment est élaborée la connaissance scientifique. Ielles sont invité.es à participer peu à peu à cette production, tout au long de leurs années d'études. Grâce aux personnes travaillant dans les services administratifs, informatiques ou financiers, l'université peut se consacrer à sa mission première : produire et diffuser les savoirs scientifiques en toute liberté. Elle participe ainsi au socle de formation des citoyen.nes, non seulement par ce qui est enseigné mais par la place occupée par l'argumentation et l'analyse critique dans la transmission des savoirs. Elle est ainsi, par définition, un lieu de débats. De cette fenêtre, la campagne présidentielle devrait être animée.

Cette université ouverte sur la cité est protégée des interventions du pouvoir politique. Ses enseignants-chercheurs y sont en effet des fonctionnaires d'un statut particulier dont la liberté d'expression n'est pas moins grande que celle de tout citoyen. Elle est, en particulier, à l'abri des pressions politiques. Dans leurs recherches construites en toute liberté, sans être guidées et orientées par des plans de financement à court terme, le pouvoir de l'imagination peut se déployer et le monde de demain s'inventer. L'innovation trouve d'abord son origine dans la capacité créatrice et le dynamisme intellectuel. Elle se nourrit d'échanges de qualité dans des lieux de travail où l'essentiel du temps est consacré aux missions fondamentales : faire de la recherche, en discuter et en transmettre les méthodes et les résultats.

De cette fenêtre, les débats sur la campagne présidentielle devraient être riches et nombreux.

La soif de savoir et de comprendre, le désir de questionner les connaissances et leur production sont présents et ardents dans les amphithéâtres et les salles de travaux dirigés que je fréquente depuis trente ans. Mais, depuis plusieurs années, ces forces puissantes sont laminées. Des campus, sourdent lassitude, épuisement, inquiétude.

Le monde est dur et le confinement a porté son lot de désespérance dans la jeunesse estudiantine. Désormais la guerre est à nos portes en Ukraine. Tous les sujets sont-ils devenus dérisoires ? La guerre écrase tout ; elle sidère, elle fascine, elle effraie. Même à distance, elle étend son pouvoir destructeur et nivelle : rien ne vaut la peine de se battre quand il faut s'organiser pour sauver des vies, accueillir des millions de réfugié.es, cantonner l'invasion.

Et pourtant. L'histoire nous a appris que renoncer à ses valeurs, c'est participer à sa propre défaite. Dans ce monde violent et bouleversé, l'université constitue un lieu de connaissance et de réflexion. Dans la distance que permet le savoir, elle donne à la jeunesse des outils pour comprendre et se saisir du monde : elle leur donne des bases pour penser et agir. Quel pays peut se dispenser de ce type de formation ? Quelle société démocratique peut sciemment choisir d'abandonner ces lieux de liberté, d'émancipation, de mixité sociale, d'enrichissement et d'invention des possibles ?

L'université d'où je vous écrivais au début de ce texte n'est pourtant pas celle de 2022. Elle a été méthodiquement sapée. Depuis plus de dix ans et encore plus fortement ces

dernières années, la politique de mise en concurrence des établissements, la précarisation des emplois, le renoncement au financement pérenne de la recherche ont abouti à un saccage programmé de ces fondamentaux. Ce service public a, comme les autres, été mis en demeure de changer de logique : c'était renoncer à sa raison d'être, renoncer à offrir sur tout le territoire national et à tout.e bachelier.e, quel que soit son milieu social, une formation dispensée par des enseignants qui soient aussi des chercheurs.

Cette destruction est en cohérence avec la renonciation au caractère national du premier grade universitaire qu'est le baccalauréat. En effet puisque ce diplôme est désormais constitué à 40% de notes données au cours de la scolarité, avoir le bac n'atteste plus d'un niveau identique sur tout le territoire national : la valeur du diplôme dépend en effet de la cote des lycées et pas des seules compétences et qualités de l'élève.

Aux échelons suivants du cursus, l'université connaît la même pente vers la reproduction des inégalités, d'autant plus fortement qu'elle est privée de financement lui permettant de recruter du personnel en nombre suffisant, que ce soit dans l'administration ou au sein des enseignants-chercheurs eux-mêmes. La précarisation de tous ses métiers s'accompagne d'une pénurie structurelle compensée seulement par le bénévolat, une surcharge de travail et un épuisement des personnels. Les étudiant.es le constatent chaque jour. Cette entreprise délibérée de sape de l'enseignement supérieur et de la recherche leur renvoie l'image violente d'un mépris pour leurs aspirations et leurs désirs d'émancipation. Ces jeunes citoyen.nes ne méritent-ils pas plus de considération ?

Leur envie de savoir et de débattre est là, mais pour la soutenir et l'alimenter il faut que l'université puisse assurer ses missions fondamentales de recherche et d'enseignement. Or je vous écris d'une université française en souffrance. Alors, la campagne présidentielle vue de ma fenêtre ? Quand j'ouvre celle de mon bureau, je n'entends que des échos très lointains d'une campagne qui - faut-il s'en étonner ? - ne s'intéresse pas à cette jeunesse. Un bien mauvais signe de vitalité démocratique dont les étudiant.es ne sont assurément pas les plus comptables.

Raphaëlle Branche, enseignante et chercheuse en histoire contemporaine, spécialiste de la guerre d'Algérie.